

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1911.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1911 (1),

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Le projet de Budget pour 1911 prévoit en dépenses ordinaires une augmentation de 154.800, alors qu'en dépenses exceptionnelles il constate une diminution de 154.500, soit, pour l'ensemble du budget comparé à celui pour 1910, une augmentation de 300 francs.

Les augmentations des dépenses ordinaires sont toutes relatives au personnel des cours et tribunaux, aux frais de justice, aux dépenses pour les cultes, à la bienfaisance et au service des prisons. Elles ne font que se développer proportionnellement à l'extension grandissante de notre activité sociale.

L'ensemble du budget a été adopté dans les sections par 70 voix contre 55.

Voici les résultats par section :

1 ^e section	rejeté	par	11	contre	8.
2 ^e —	—	—	12	—	10.
5 ^e section	adopté	par	16	contre	6.
4 ^e —	—	—	12	—	6.
5 ^e —	—	—	12	—	10.
6 ^e —	—	—	12	—	10.

Administration de la justice.

Les sections, et après elles la section centrale, se sont préoccupées des lenteurs que subit l'administration de la justice et spécialement de l'encombrement des rôles des divers tribunaux.

(1) Budget, n° 4^{IV}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Destrée, Hoëy, Versteyle, Mabil, Asou, Busschaert.

Dans le domaine de la justice civile et commerciale, comme dans celui de la justice répressive, le nombre des affaires augmente sans cesse.

La progression des affaires civiles et commerciales tient naturellement à la progression constante des transactions qui se multiplient à mesure que les rapports sociaux deviennent plus faciles et plus nombreux. Mais les documents statistiques nous montrent, que dans les juridictions répressives du royaume, il y a une progression qui dépasse la proportionnalité de la population.

Les tribunaux de première instance ont reçu, en 1909, 194,375 plaintes, dénonciations et procès-verbaux, soit une proportion de 261 pour 10,000 habitants.

Alors que en 1870, 1880, 1890, 1900, 1905 le nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux étaient respectivement de 72.95, 127.17, 183.81, 238.54 et 289.11 pour un même nombre d'habitants.

Certes il est vrai de dire que beaucoup de plaintes, de dénonciations et surtout de procès-verbaux ont pour objet des infractions créées par des lois nouvelles — et on ne peut dès lors conclure des chiffres invoqués à une progression correspondante de la criminalité —, mais il n'en reste pas moins établi que la besogne des cours et tribunaux augmente considérablement.

Il est manifeste que malgré de notables améliorations, malgré l'augmentation constante du nombre des magistrats, et la création de nouvelles chambres dans les cours et tribunaux, le personnel judiciaire n'est pas augmenté dans la même proportion. La situation entraîne donc fatalement un encombrement constant des rôles et un empêchement pour la marche régulière de la justice. De là un double inconvénient.

Au point de vue de la répression, les coupables échappent, ou s'ils sont punis, la peine ne produit plus, au point de vue de l'exemple, l'efficacité qu'elle aurait eu si elle avait suivi de près l'infraction.

Au civil, les intérêts privés restent en souffrance et les intéressés se plaignent qu'ils sont privés de l'exercice de leur droit.

De là donc des demandes constantes de nouvelles places de magistrat, de nouvelles chambres, de dédoublement de cantons de justice de paix. C'est ainsi que certains membres demandent le dédoublement des cantons de justice de paix de Mons et d'Anvers, et un juge au tribunal de Termonde.

Il paraît hors conteste que pour un nombre croissant d'affaires, il faille un nombre proportionné de magistrats et la section centrale ne peut que recommander ces diverses demandes à la bienveillance attentive du chef du Département, mais il est intéressant de rechercher si dans l'exécution des fonctions judiciaires il n'y a pas moyen de faire un emploi plus judicieux du temps dont disposent les magistrats aux divers degrés de la juridiction.

La Commission spéciale qui a pour mission de rechercher et d'étudier les mesures propres à accélérer la marche de la justice et à désencombrer le rôle des tribunaux, a proposé et fait accepter certaines modifications qui dans la pratique ont donné des résultats très appréciables.

En ce qui concerne les cours d'appel, on a préconisé la réduction du nombre des conseillers qui siègent dans les chambres civiles. La question

reste en discussion et l'accord est loin d'être fait. C'est que, en tout premier lieu, on doit tenir compte de ce fait que : la situation des cours d'Appel n'est pas la même pour les trois ressorts et en réalité les inconvénients de l'encombrement ne se font sentir qu'à Bruxelles.

Or l'expérience semble prouver qu'une première réduction des chambres de la cour de Bruxelles à six conseillers a été plutôt préjudiciable à la bonne et prompt administration de la justice. Il suffit, sous ce nouveau régime, qu'un membre soit délégué à une présidence d'Assises pour que la maladie ou un empêchement légitime survenant au cinquième conseiller oblige la chambre à interrompre ses travaux.

Une nouvelle réduction n'est donc pas à l'abri de critiques et tout d'abord au point de la garantie que le législateur a voulu ménager au justiciable en soumettant le jugement de sa cause, en degré d'appel à un nombre de magistrats supérieur à celui du tribunal qui a rendu le jugement dont appel.

En pratique d'ailleurs la mesure entraînerait une augmentation des chambres de la cour d'appel et comme se sont souvent les mêmes avocats qui plaident les affaires soumises à la cour il est à craindre que l'inconvénient ne revienne sous une autre forme : manque de plaideurs.

Sans compter que si on parvenait à plaider couramment des affaires importantes devant des chambres ainsi réduites les magistrats ne suffiraient pas à l'étude des dossiers qu'on viendrait à leur confier.

Il paraît donc bien que le seul remède pratique est une augmentation proportionnelle des membres de la cour.

La théorie du juge unique paraît être abandonnée; elle pouvait, dans une certaine mesure, aider à la rapide expédition des affaires toutes spéciales qui encombre les rôles des tribunaux correctionnels.

La proposition de loi étendant la compétence des juges de paix, déposée en 1900-1901, serait de nature à décharger les tribunaux de première instance d'une partie de leurs travaux.

En matière répressive, ne pourrait-on soumettre aux juges de paix nombre de délits prévus par le Code forestier, les lois sur les postes, sur la voirie urbaine, sur l'art de guérir et l'art vétérinaire et beaucoup d'autres? Ne pourrait-on, enfin, pour les contraventions simples, non sujettes à discussion, admettre le jugement par correspondance? Cette mesure paraît donner d'excellents résultats en Hollande. Il y a déjà des années que la Chambre fut saisie d'une proposition dans ce sens. On pourrait étudier de plus près quelles en seraient les conséquences de l'innovation pour la Belgique.

Mais avant tout, n'y aurait-il pas lieu de reviser méthodiquement les Codes de procédure et d'instruction criminelle, de simplifier le fonctionnement de certains rouages, de supprimer certaines formalités qui retardent sans aucune utilité l'expédition des affaires.

L'article 163 du Code d'instruction criminelle, en exigeant que dans les jugements on insère *les termes de la loi appliquée*, ne pourrait-il être heureusement modifiée, si on se bornait à exiger : *la mention des dispositions de la loi pénale appliquée*.

La suppression de ces écritures ne paraît-elle pas inutile, surtout depuis

que la Cour de cassation, par son arrêt du 20 février 1899, a décidé, que si l'huissier omet dans la copie de signification d'un jugement par défaut, d'inscrire les textes de loi invoqués, cette omission n'entraîne pas la nullité.

Au point de vue des tribunaux, il est remarquable que dans le total des affaires soumises par les juges d'instructions aux chambres du conseil, figurent de très nombreux délits transmis par les parquets aux juges d'instruction, en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867.

En 1909, 56,543 inculpés de délits punis par le Code pénal ou des lois spéciales ont été renvoyés au tribunal de police, par les chambres de conseil — n'y a-t-il pas là des mesures à prendre ou à proposer, pour diminuer le nombre de ces affaires uniquement soumises au juge d'instruction, pour être renvoyés, par celui-ci, à la juridiction inférieure?

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les prescriptions administratives sur le port de la muselière et de la médaille destinées aux chiens sont sanctionnées par des peines correctionnelles, même lorsqu'il s'agit d'une simple infraction, — or, il est certain, qu'un délit de ce genre est toujours contraventionnalisé et le juge de paix ne prononce jamais ou très rarement le maximum des peines de police.

Il arrive ainsi aux parquets des milliers de procès-verbaux qui nécessitent une qualification, une inscription au registre des notices, un réquisitoire de renvoi en police, une intervention du juge d'instruction, une ordonnance de la chambre du conseil et une transmission à l'officier du ministère public compétent.

Il y a là manifestement une besogne qui encombre inutilement les cabinets des magistrats et les bureaux.

Une disposition législative pourrait autoriser une dérogation à l'article 4 de la loi du 5 décembre 1882 pour les infractions visées par cette loi et qui ne tomberaient pas sous l'application des articles 319, 320 et 321 du Code pénal, en ne les poursuivant que de peines de police.

Pro Deo.

Le 15 mai 1909, la Commission des pétitions sur la requête de la Fédération des Huissiers de Belgique, émit le vœu de voir organiser le Pro Deo. Nombreuses étaient les plaintes que suscitaient les abus. Ceux-ci étaient dénoncés à la tribune nationale, au Sénat comme à la Chambre : « L'abus du Pro Deo, disait M. De Mot, est une injustice vis-à-vis de ceux qui doivent se défendre », et M. Van den Heuvel, ministre de la justice, de répondre : « Toutes ces plaintes ont déjà été portées à maintes reprises contre la législation actuelle. J'espère donner satisfaction aux honorables membres en leur apprenant que je suis décidé à remettre sur le métier les lois qui régissent le Pro Deo. Je rechercherai si, par l'intermédiaire du législateur ou au moyen de mesures d'ordre administratif, il n'est pas possible d'apporter un remède aux réels abus qui se sont attachés à la procédure gratuite. »

Sept années sont passées depuis lors et les abus augmentent sans cesse.

Le principe de la loi du 50 juillet 1889 reste entier et n'est pas mis en dis-

cussion. Comme le disait l'exposé des motifs de la loi : « Le défaut de ressources ne doit jamais être un obstacle à ce qu'un Belge se fasse rendre justice. »

Mais on peut exiger que les conditions requises pour l'admission à la procédure gratuite soient remplies; que notamment l'indigence invoquée soit sérieusement contrôlée; que le tribunal examine si l'action n'est pas *évidemment* mal fondée.

A lire les conclusions du rapport présenté par la Fédération des Huissiers de Belgique, il semble bien que les abus soient flagrants :

Le nombre des instances Pro Deo a décuplé en ces vingt dernières années; l'augmentation a été de 72 p. c. de 1906 à 1908.

Le nombre des exploits Pro Deo a quadruplé en ces dix dernières années.

60 p. c. des procès plaides devant les tribunaux de première instance sont maintenant introduits sous le bénéfice de la procédure gratuite.

60 p. c. des exploits que font signifier les avoués de première instance sont Pro Deo.

Et naturellement ce sont les huissiers qui sont les premières victimes de cette exagération du Pro Deo; ils doivent prêter gratuitement leur ministère, la Fédération estime qu'en 1908 les huissiers ont notifié environ 30,000 exploits et qu'ils ont dû se transporter au domicile d'environ 60,000 personnes.

Si on objecte que la loi accorde le droit de recouvrer les frais à charge de la partie adverse qui succombe, les intéressés répondent que le Pro Deiste ne gagne pas toujours son procès.

Que d'ailleurs, lorsque des transactions interviennent, presque toujours les frais sont mis à charge du prodeiste qui, ne les paie pas et ne saurait être contraint à les payer.

Qu'enfin l'article 12 de la loi dispose : « Les greffiers sont tenus de transmettre l'extrait du jugement dans le mois, au receveur de l'enregistrement » et que personne n'avise les huissiers de la solution intervenue deux, trois et quelquefois quatre années après le premier acte de procédure.

L'Etat qui, lui, a toutes les facilités dans les poursuites de recouvrement de ses droits, n'arrive à recouvrer qu'environ 5 p. c. de ses droits en débit.

Quant à la facilité avec laquelle ces demandes sont accordées, une lettre adressée au rapporteur, affirme que le 10 décembre dernier un tribunal sur 202 demandes de Pro-Deo en a admis 184 en une seule séance.

Il importe donc que la loi soit mieux interprétée. Si le législateur a voulu permettre que la reconnaissance de ses droits soit rendue possible même à celui qui n'a rien, il n'a pas voulu que le fardeau de ce devoir de justice soit porté par une seule classe de citoyens, et il n'a pas voulu se décharger sur les avoués et les huissiers des frais de ce service.

Certes, le magistrat qui est appelé à se prononcer sur une demande de Pro-Deo peut être très large dans l'appréciation de la justice du litige. Ce n'est pas de cette condition bien ou mal appliquée que provient l'abus.

Il réside bien plutôt dans le manque presque absolue de contrôle sur l'état de fortune du demandeur.

C'est de ce côté-là que doivent porter les investigations.

C'est de ce côté qu'il semble bien qu'on doive trouver le remède à la situation dont on se plaint.

Police rurale.

L'insuffisance de la police rurale, l'insécurité qui règne dans les campagnes fait l'objet de plaintes générales dans le pays tout entier.

Le projet de réorganisation dont la Chambre est saisie s'occupe surtout de l'institution des gardes-champêtres. Les conclusions du rapport très documenté appellent des modifications profondes au régime actuel.

Mais avant d'avoir recours à ces mesures législatives toujours lentes à obtenir, on peut se demander s'il n'est pas plus pratique de faire un emploi plus judicieux des éléments dont on dispose.

Or, depuis quelque temps l'attention est attirée sur le rôle et les fonctions qu'on fait remplir à la gendarmerie.

Les articles 1 et 3 du décret du 23 germinal an 6 ne nous apprennent-ils pas que la gendarmerie est « une force instituée pour assurer dans l'intérieur du pays le maintien de l'ordre et l'exécution des lois; une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service, qui est particulièrement destiné à la sûreté des campagnes et des grandes routes », et l'article 10 du règlement du 30 janvier 1815 ne nous dit-il pas que le service habituel et journalier des brigades est dans les attributions du commissaire général de la justice.

Or, en fait, cette destination toute spéciale paraît singulièrement dénaturée.

Tous les ans on entend des plaintes au sujet des besognes purement administratives imposées aux gendarmes; tous les ans on prend bonne note des observations présentées au cours de la discussion du budget, et tous les ans on constate les mêmes errements. *Le Bien public* du 17 juillet dernier le faisait remarquer avec infiniment de raison : Lorsque en 1870, le service de mobilisation a été créé, le département de la guerre ayant besoin de correspondants dans toutes les communes du pays, a estimé que la gendarmerie pouvait se consacrer à ce travail administratif puisqu'elle dépendait de son administration. Il en résulte notamment que nos braves pandores sont tenus de rechercher les chevaux, voitures et charrettes pouvant êtrequisitionnés en cas de mobilisation et d'en tenir des listes en plusieurs exemplaires constamment mis à jour. On recourt également à leurs bons offices pour s'assurer de la présence des hommes en congé, et pour tous les rapports du département de la guerre avec les hommes sous les armes ou leurs familles. C'est la gendarmerie qui est chargée de réclamer le milicien ou le permissionnaire en retard de rejoindre leurs corps, c'est elle qui vérifie l'exactitude des motifs invoqués par le milicien pour obtenir un congé.

Nous sommes loin du texte et de l'esprit des articles 123 du décret de germinal an 11 et de l'arrêté de 1815 qui, lorsqu'ils parlent de « recueillir et prendre tous renseignements possibles » n'entendent évidemment parler que des renseignements sur les crimes et délits et non sur des matières d'administration militaire.

En augmentant l'effectif de la gendarmerie le Gouvernement ni la Chambre n'ont jamais eu en vue l'augmentation du personnel administratif de l'armée.

Le ministre de la justice a eu raison d'attirer l'attention de son collègue de la guerre sur cette situation anormale. Qu'on rende la gendarmerie à sa mission de police et la question de la sécurité des campagnes aura fait un grand pas.

Personnel de l'ordre judiciaire.

Les greffiers des justices de paix de 4^e classe ont, par de nombreuses pétitions, appelé l'attention de la Chambre sur leur situation.

La loi du 25 novembre 1889, en supprimant les émoluments des greffiers, a notablement diminué les ressources de ces fonctionnaires.

Alors que le sort des fonctionnaires de tous les départements s'est amélioré à mesure que les devoirs se multipliaient, le sort des greffiers de 4^e classe a été plutôt diminué.

Car si d'une part leur besogne augmente par les devoirs imposés par les lois votées dans ces dernières années, leur traitement très réduit ne paraît plus être en rapport avec leurs multiples charges.

Lorsque, en 1889, le législateur a voté le traitement initial à 2,200 francs, on pouvait tenir compte de cette circonstance que le greffier, tout au moins dans les cantons ruraux, avait le loisir de s'occuper en dehors du greffe et de se créer d'autres sources de revenus.

Il n'en va plus de même actuellement; dans la plupart des cantons la besogne a augmenté et le travail plus absorbant ne laisse plus guère le temps de s'occuper utilement d'autre chose.

Depuis de nombreuses années la Chambre s'occupe de cette question et des membres des plus influents de tous les partis ont pris la défense des greffiers de la 4^e classe.

C'est qu'en effet il paraît bien que pour cette catégorie il y ait des améliorations à demander.

Il est des cantons de 4^{me} classe qui comptent près de 50,000 habitants. L'égalité de traitement pour les greffiers des cantons de moins de 50,000 habitants ne saurait se justifier.

Entre les nécessités de celui qui habite la ville ou la campagne il n'y a guère de différence que dans le prix de location de la maison qu'ils occupent. Le prix de la vie matérielle est sensiblement le même. Le coût supérieur de la vie de ville est largement compensé par les facilités qu'offre la ville au point de vue de l'éducation et de l'instruction des enfants.

Les intéressés font remarquer que principalement dans les cantons de la 4^{me} classe dont la population se rapproche de celle de la 5^{me} classe, leur traitement n'est pas en rapport avec les devoirs de leur charge ni avec le coût de la vie.

A toutes les bonnes raisons que firent valoir les défenseurs des greffiers de justice de paix— il n'y a qu'à joindre celles tirées de l'accroissement constant

de leur besogne — et il suffira de noter ici celles importantes et si compliquées résultant de la loi sur les accidents du travail.

La section centrale se réfère donc à toutes les déclarations faites en faveur des greffiers lors de la discussion des Budgets de la Justice, et tendant à modifier en leur faveur la loi de 1889.

Faut-il aller jusqu'à la suppression pure et simple de la 4^e classe, comme le demandent les intéressés? Il est difficile de se prononcer à cet égard; des considérations de hiérarchie peuvent être mises en avant: on peut objecter que pour tous, la besogne n'est pas la même, qu'il serait plus pratique de laisser plus de souplesse dans la fixation du traitement; il n'appartient d'ailleurs pas à la section centrale de proposer une modification aussi radicale dont elle ne saurait, faute d'éléments d'appréciation, apprécier toutes les conséquences; mais il n'en reste pas moins acquis que la demande des greffiers est complètement justifiée et qu'il y a lieu d'insister vivement pour que leur situation soit notablement améliorée.

Commis aux parquets.

La Section centrale pour le budget de 1908 avait été appelée à donner son appréciation sur l'arrêté ministériel du 30 septembre 1905 qui fixa les traitements des commis du parquet.

Lors de la discussion de la proposition de loi de MM. De Jaer et Harmignie (juillet 1903) le Ministre de la Justice estima que ce projet n'était pas assez favorable aux intéressés, il demande à la Chambre de s'en référer aux intentions bienveillantes du chef du département.

Je leur offre, disait M. Van den Heuvel, un cadeau supérieur.

La circulaire de septembre 1903 n'a pas répondu aux bonnes intentions du ministre.

En effet, ces faveurs ministérielles allaient uniquement aux commis-chefs et ne touchaient en rien les simples commis. Or, le grade de commis-chef en pourrait être conféré que dans les parquets où il y a au moins quatre commis.

L'effet favorable allait donc à quelques-uns seulement dans les parquets les plus importants.

C'est ainsi que sur 12 employés au parquet de Bruxelles 5 ont été nommés commis-chefs.

Sur 8 employés du parquet	Anvers,	2.
— 6	— Liège,	1.
— 6	— Gand,	1.
— 4	— Bruges,	1.
— 8	— Charleroi,	2.
— 4	— Courtrai,	1.
— 5	— Mons,	1.

Soit sur un total de 12 commis qui ont vu leur situation améliorée par la circulaire invoquée.

La section centrale ne peut donc qu'insister vivement auprès du Ministre,

pour qu'il s'inspire des intentions bienveillantes de son prédécesseur, pour modifier les dispositions du régime actuel, qui, loin d'améliorer, a eu dans bien des cas des conséquences défavorables.

D'après l'arrêté du 22 janvier 1892, les appointements des commis étaient fixés à 1,200 francs avec un maximum de 2,800 francs.

Mais ce taux maximum pouvait être augmenté de $\frac{1}{3}$, après 25 années de service et à 50 ans d'âge.

Sous ce régime un commis nommé à 25 ans, pouvait, à l'âge de 50 ans, jouir d'un traitement de 3,360 francs.

L'arrêté ministériel du 30 septembre 1903, détermine :

Art. 1. — Il y a dans les parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de premier instance, indépendamment des secrétaires, un ou plusieurs employés portant le titre de commis chef ou de commis.

Dans chaque parquet, le nombre des commis-chefs ne peut excéder le tiers de celui des commis.

Art. 3. — Il peut être accordé une augmentation de 300 francs aux *secrétaires* des parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après chaque période de cinq années d'exercice de leurs fonctions dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

De 200 francs aux *commis-chefs* et aux *commis* dans les parquets des cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après chaque période de trois années de fonctions effectives dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

Il ne sera pas tenu compte du temps pendant lequel l'intéressé n'aura pas joui de son traitement ni des services rendus avant l'âge de 21 ans pour les secrétaires et celui de 18 pour les commis-chefs et les commis.

Sous le régime de cette circulaire, le commis arrivé à l'âge de 50 ans jouira d'un traitement de 3,000 francs; il est vrai qu'en supprimant ce maximum on lui permet d'arriver à une augmentation supérieure à un cinquième de son traitement maximum, mais ce ne sera qu'à un âge beaucoup plus avancé, soit à 64 ans, alors que bien peu en profiteront.

On pourrait combler ces lacunes en décrétant que les augmentations triennales seraient portées de 200 à 300 francs pendant les douze premières années de service, pour ensuite être maintenues à 200 francs.

Employés des greffes.

L'arrêté ministériel du 13 septembre 1907 ne paraît pas avoir répondu aux dispositions bienveillantes du ministère de la justice. Les employés des greffes font remarquer qu'il favorise uniquement les nouveaux venus, qui, au lieu d'avoir 1.000 francs, entrent avec 1.200 francs. Mais ils se demandent pourquoi, au point de vue des augmentations, l'arrêté ministériel ne les a pas mis sur le même pied que les employés du parquet. Ces derniers bénéficient d'une augmentation de 200 francs tous les trois ans, alors que les employés des greffes n'obtiennent tous les deux ans qu'une augmentation de 100 francs. La section attire la bienveillante attention du ministre sur cette

situation. Elle croit que rien ne justifie la différence de traitement pour ces deux catégories de fonctionnaires.

Déjà la section centrale pour le budget de 1910 émettait le vœu de voir donner satisfaction aux greffiers et greffiers adjoints des tribunaux de 1^{re} Instance demandant la modification des dispositions en vigueur concernant leur pension. Elle insistait en même temps pour que le sort des commis-greffiers des justices de paix de 1^{re} et 2^e classes soit sérieusement amélioré.

La section centrale pour 1911 ne peut que rappeler, en les appuyant, ces déclarations et ces vœux. La Chambre s'est occupée de la question. Tous les arguments ont été produits. Il est temps qu'une solution satisfaisante intervienne.

En attirant l'attention de la Chambre sur la classification des justices de paix, on est amené à se demander si la base population correspond bien à l'importance des divers cantons.

A titre d'exemple on cite le 2^e canton de Bruxelles qui est de 2^e classe, alors que beaucoup d'autres, moins importants, sont de 1^{re} classe.

De tous les magistrats cantonaux, c'est celui de Bruxelles 2^e canton qui appose le plus de scellés, c'est à Bruxelles que se traitent le plus d'affaires, quoique la population y soit en décroissance par suite des expropriations dont son territoire est l'objet.

Il y a là un ensemble de circonstances qu'on peut analyser dans les différentes justices de paix du pays, et qui militent en faveur d'une revision partielle de la loi du 25 novembre 1889. A côté de l'élément population, il y aurait lieu de prendre en considération l'importance du canton au point de vue industrie et activité commerciale. Il y a là de quoi donner bien souvent une importance plus grande et à imposer un travail plus assujettissant à certains magistrats que le facteur population maintient dans une situation inférieure.

Police judiciaire.

A la question si intéressante de la récidive se rattachent intimement les questions de la reconnaissance et de l'identification des inculpés.

Depuis 1904, les sections centrales se sont occupées de l'organisation d'un service d'anthropométrie.

En 1907, un service de recherches anthropologiques fut établi à titre provisoire à la prison des Minimes. L'arrêté du 13 novembre 1910 a pour objet de l'organiser définitivement. Il institue, à la prison de Forest, un laboratoire où seront recueillis et coordonnés les résultats de recherches anthropologiques opérées, au point de vue pénitentiaire, sur les délinquants détenus en cet établissement.

Il nous paraît qu'il y a lieu de faire un pas de plus et d'organiser définitivement un service complet, sous une direction unique. L'utilité, la nécessité de cette organisation ont été assez souvent démontrées pour que nous n'insistions pas autrement.

Il semble bien que la réalisation de ce service central a été arrêtée en Belgique par les discussions auxquelles se sont livrés les partisans des divers systèmes de fiches employées jusqu'ici. C'est, nous semble-t-il, le côté accessoire.

La question n'est pas de savoir s'il faut donner la préférence au système de mensuration d'après le procédé inventé par M. Alexandre Bervillon, ou au système de la dactyloscopie. Que les partisans de l'identification se soient séparés en deux camps, les uns affirmant la supériorité du Bertillonage, les autres se déclarant absolument convaincus de l'infailibilité de la dactyloscopie. C'est un fait.

Mais la question, croyons-nous, n'est pas là. Ce qu'il faut, c'est procurer à la justice un moyen de s'assurer de l'identité de l'inculpé qui comparait devant elle.

Et à ce point de vue il est évident que le service d'identification doit avoir recours aux deux systèmes.

Les dissertations très savantes et très documentées que la défense de l'un ou l'autre système a fait se produire, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

Le but à atteindre est : 1° de pouvoir arrêter le criminel signalé et poursuivi; 2° d'être en mesure de le reconnaître, de l'identifier s'il est arrêté.

Or, il est aussi impossible d'aller demander à un individu sur la voie publique qu'il donne ses empreintes digitales, qu'il serait difficile de le voir se prêter à des mensurations crâniennes, alors que rien ne le fait distinguer des nombreux passants de nos grandes artères.

Le portrait parlé seul peut donner une première indication assez précise pour arrêter sans une sérieuse appréhension un individu qu'on a signalé.

Mais une fois arrêté la mensuration, la description des marques particulières, les empreintes digitales, doivent venir en aide aux indications données par la photographie ou le portrait parlé et enlever les derniers doutes sur l'identification de l'individu qu'on a devant soi. La meilleure fiche sera celle qui tiendra le plus pratiquement compte de ces divers éléments; il n'y a rien d'exclusif dans cette recherche.

La Belgique ne possède pas encore de service officiel d'identification. Nous sommes encore toujours tributaires des pays voisins pour la reconnaissance et l'identification de nos criminels et de nos inculpés. On ne saurait assez insister pour que le service officiel soit définitivement organisé.

Cultes.

Dans une section, des membres ont demandé quelle était la destination du crédit de 50,000 francs inscrit à l'article 56.

Voici les renseignements fournis à cet égard par le Ministre de la Justice.

Des secours sur le crédit inscrit à l'article 56 sont accordés à des prêtres âgés, infirmes et nécessiteux et quelquefois aussi à des ministres des cultes encore en fonctions lorsque, par suite de maladies, ils se trouvent dans la détresse.

Peuvent seuls recevoir un secours sur le dit crédit, les prêtres occupant ou ayant occupé des fonctions rétribuées par l'État, ou qui ont rendu dans le ministère sacerdotal des services reconnus nécessaires aux besoins du culte.

Toute demande de secours fait l'objet d'une instruction administrative.

L'intéressé doit fournir une déclaration des ressources qui constituent son revenu annuel.

L'administration communale et le chef diocésain émettent chacun un avis sur la demande et ensuite le gouverneur de la province fait rapport au Ministre de la Justice, en indiquant le chiffre du secours qu'il propose d'allouer.

Le chiffre du secours varie de 100 à 600 francs par an. Un seul ancien vicaire, infirme et se trouvant dans une situation exceptionellement malheureuse, reçoit 700 francs.

Soixante-neuf prêtres, dont un ministre israélite, reçoivent un secours sur le crédit de 30,000 francs, soit 458 francs environ en moyenne par prêtre.

Bienfaisance.

Mendiants et vagabonds. — loi de 1891

Le nombre sans cesse grandissant des vagabonds internés dans les colonies de bienfaisance attire l'attention du législateur sur les effets de la loi de 1891. Le seul établissement de Merxplas contient plus de 6,000 individus. Si la loi est bien appliquée, Merxplas seule compte donc 6,000 récidivistes du vagabondage, ou pour employer les termes mêmes de la loi, près de 6,000 individus qui volontairement sont mendiants et vagabonds.

La section centrale, chargée d'examiner le budget de la justice a déjà maintes fois mis en lumière les inconvénients très sérieux qui peuvent résulter d'une application inconsidérée de la loi de 1901. Le droit exorbitant pour un juge de paix de priver quelqu'un de sa liberté pour un terme de 2 à 7 ans ne peut se justifier que par une réelle nécessité sociale ; la nécessité de mettre certains délinquants hors d'état de se nuire et de nuire aux autres. Il paraît évident que c'est cette considération, qui seule peut justifier cette mise à la disposition du gouvernement, en pratique, elle devient une peine exagérée, lorsqu'on la compare aux pénalités prononcées par les tribunaux correctionnels.

Dans son livre si intéressant « *La défense sociale et les transformations du droit pénal* » le très distingué Inspecteur général des prisons signale que sous l'empire de notre code actuel, les professionnels du crime n'ont subi en moyenne, en 1907, que 143 jours de privation de liberté ! Les tribunaux semblent de plus en plus se convaincre de l'inanité de la répression pénale telle qu'elle est organisée aujourd'hui, en d'un autre côté on doit se demander si l'abaissement exagéré du taux de la pénalité n'est pas une des causes de la récidive pénale.

Monsieur Prins, se faisant l'organe des spécialistes en matière pénitentiaire, demande une réforme complète de notre système pénal, et comme base, des mesures spéciales contre les délinquants défectueux.

Le *Bien public* du 2 février 1910 le fait remarquer justement : le défectueux le moins responsable peut être le plus dangereux. Souvent il est » refractaire à l'action d'une peine réformatrice. La peine est d'ailleurs une » sévérité inutile contre ceux qui sont frappés d'infériorité mentale et » morale : névrosés, épileptiques, déséquilibrés, dégénérés, alcooliques, » incomplets, imbeciles, idiots, etc., etc. »

Contre ceux-là il ne reste que la conception de l'état dangereux et de la défense sociale.

Cette idée a été traduite en Norvège. La loi admet que certains récidivistes soient soumis à des mesures spéciales de sécurité; la même loi reconnaît que les délinquants défectueux peuvent être déclarés dangereux. Dès lors ces individus peuvent être placés dans un asile ou une maison spéciale de préservation, ou dans une maison de travail, tant qu'on le juge nécessaire.

En fait, en Belgique la loi de 1891 réalise cette conception et Merxplas peut être considéré comme une forme de la prison-asile.

Un triage essentiel y constitue des classements judicieusement établis et qui pourraient et devraient encore être subdivisés. On y a déjà des sections destinées pour les jeunes âgés de moins de 21 ans, pour les vieillards incapables de travail, les malades, les indisciplinés, les souteneurs, les incendiaires. Pour les refractaires à toute discipline, il existe un cellulaire où il est loisible au directeur de les interner pour la durée de leur passage à la colonie.

Mais tous ceux qui sont envoyés à Merxplas ne sont pas des coupables — il arrive encore que des malheureux dont le seul crime est d'avoir été trouvé sans travail, viennent augmenter le nombre de cette population lamentable.

Faute de renseignements, pressé par les délais fixés par la loi et la Constitution, le juge est obligé de se prononcer sans avoir les renseignements nécessaires ou, s'il les obtient, sans avoir le temps de les contrôler.

Placé dans l'alternative ou de condamner un innocent ou de rendre à la liberté un être dangereux, il condamne en se disant que le cas échéant le droit de libérer corrigera bientôt sa sentence.

Ceci ne devrait pas être. On ne doit pas oublier que l'individu ainsi condamné, même s'il est libéré, est diminué — il a son dossier judiciaire.

Pour obvier à cet inconvénient, la mise à la disposition du gouvernement devrait être une mesure administrative. C'est ce *juge spécial* qui devrait statuer et, s'il y a lieu, fixer la peine et établir la classification.

Dès 1892, et depuis lors dans tous les congrès, cette modification à la loi fut proposée et défendue par ceux qui se sont occupés du patronage des mendiants et vagabonds. On ne peut que souhaiter sa prompte réalisation.

Protection de l'enfance.

2,297 enfants se trouvaient dans les écoles de bienfaisance de l'État au 31 décembre 1909, soit 1,699 garçons et 598 filles.

Par sa circulaire du 18 novembre dernier, le Ministre de la Justice indique le rôle des écoles de bienfaisance tant au point de vue de l'enseignement

qu'elles donnent aux élèves qu'au point de vue de l'amendement qu'elles ont pour principal objet de préparer ou d'obtenir.

L'enseignement professionnel, dit la circulaire, donné dans les écoles de bienfaisance doit tendre principalement à l'amendement et au reclassement social des élèves, subsidiairement seulement à leur formation technique. La nécessité de cet enseignement n'existe que comme facteur de l'amélioration morale des élèves ; il ne peut donc avoir pour conséquence de prolonger la durée de l'internement ; bien au contraire, son but essentiel est de permettre d'abréger le séjour de l'élève à l'établissement.

En revenant ainsi aux vrais principes de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par celle du 15 février 1897, l'honorable Ministre aura avec lui tous ceux qui s'intéressent aux questions de patronage, au relèvement moral des enfants.

On ne saurait pas assez le répéter, le but principal de la mise à la disposition du Gouvernement est l'amendement. Tout dans l'instruction doit tendre vers ce but : la formation morale ; c'est en cela que consiste la mission particulièrement délicate des instituteurs des écoles de bienfaisance qui doivent être pris parmi les meilleurs et les plus expérimentés. L'instruction ou l'éducation professionnelle ne peut être que le moyen. L'idée de former un ouvrier parfait doit céder devant le devoir impérieux d'amender si l'amendement est possible. La libération, quand les circonstances paraissent devoir l'autoriser, doit être la règle.

Or, la tendance existe chez les directeurs des écoles de bienfaisance de maintenir les enfants dans l'établissement, bien au delà parfois des limites nécessaires à leur relèvement moral, et cela pour des raisons entièrement étrangères au but qui est à poursuivre. Ils ont tort. La circulaire insiste avec raison sur ce point. Au congrès international pénitentiaire à Bruxelles, en 1900, M. Berthelemy, après avoir constaté que l'inconvénient qui prime tous les autres est le danger de la contagion du vice, et après avoir rappelé que les agglomérations sont insalubres au point de vue moral tant qu'au point de vue physiologique, ajoute : L'internat, d'ailleurs, est un très médiocre système d'éducation. En cachant à l'enfant les difficultés courantes de l'existence matérielle, on l'accoutume à ne pouvoir se passer du secours d'autrui ; on endort en lui tout esprit d'initiative tout sentiment de prévoyance, on remplace l'activité et l'énergie par l'habitude inutile d'une soumission ou la volonté s'atrophie.

Le Recueil de statistique indique simplement la population des écoles de bienfaisance ; il serait plus intéressant de voir dresser un tableau indiquant *depuis combien de temps* les enfants internés se trouvent dans une école. Cette mention permettrait de contrôler les critiques et de suivre les résultats obtenus.

Les questions de la protection de l'enfance ont de leur essence même une haute portée sociale. On peut dire avec M. Ed. Julhier que tout adulte criminel a été jadis un enfant délinquant, et qu'il suffirait de guérir la délinquance juvénile pour supprimer la criminalité adulte. C'est donc sur le relèvement de l'enfance coupable que doit se porter l'effort de la société.

Dès 1889, M. le Ministre Lejeune déposa le projet de loi sur la protection de l'enfance, repris en 1904 par M. Denis. Le rapport de M. Colaert déposé le 21 août 1908, attend la discussion.

A la suite d'une enquête sur les effets produits par la loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 13 janvier 1897 sur la criminalité infantile, la Commission royale a décidé d'examiner immédiatement l'opportunité de la création de tribunaux spéciaux pour enfants. Divers projets ont vu le jour. Plusieurs pays nous ont montré l'exemple.

Les Etats-Unis, où M. Julhier a étudié l'organisation des tribunaux pour enfants : (*Les tribunaux pour enfants aux États-Unis*, Musée social, Paris, 1906), et dont les traits caractéristiques sont la spécialisation absolue du tribunal avec la suppression de la prison remplacée par la liberté surveillée, l'Angleterre avec ses juvenile Court, l'Allemagne avec sa procédure toute familiale et principalement le dévouement de ses patronages (*Jugendgerichtshilfe*). La France, la Hongrie, la Russie, l'Australie nous montrent la voie à suivre.

Ils nous ouvrent dans tous les cas un vaste champ d'expérimentation et de documentation qui permettent l'espérance de créer une œuvre définitive.

L'ensemble du budget a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

ALP. VERSTEYLEN.

Le Président,

NERINCX.



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1911.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1911 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor 1911 voorziet bij de gewone uitgaven eene vermeerdering van 134,800 frank, terwijl het bij de uitzonderlijke uitgaven eene vermindering voorziet van 134,500 frank, zijnde eene verhooging van 300 frank, zoo men de Begrooting in haar geheel vergelijkt met die van 1910.

De verhoogingen op de gewone uitgaven betreffen alle het personeel der Hoven en Rechtbanken, de gerechtskosten, de kosten van den eeredienst, de openbare weldadigheid en den dienst der gevangenen. Zij houden slechts gelijken tred met onze steeds aangroeiende bedrijvigheid op sociaal gebied.

De Begrooting werd in haar geheel aangenomen, in de afdeelingen, met 70 stemmen tegen 55.

De uitslag, in elke afdeeling, was de volgende :

1 ^{ste} afdeeling,	verworpen met 11 stemmen tegen	8.
2 ^e	— — — 12	— — 10.
3 ^e	— aangenomen — 16	— — 6.
4 ^e	— — — 12	— — 6.
5 ^e	— — — 12	— — 10.
6 ^e	— — — 12	— — 10.

Beleid van het gerecht.

De afdeelingen, en daarna de Middenafdeeling, hielden zich onledig met den tragen gang der rechtsbedeeling, inzonderheid met het groot getal achterstallige zaken bij de verschillende rechtbanken.

(1) Begrooting, n^o 4^{IX}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Destrée, Hoyois, Versteylen, Mabille, Asou en Busschaert.

Voor de burgerlijke rechtbanken en voor de handelsrechtbanken evenals voor de strafrechtbanken, neemt het aantal zaken steeds toe.

De toeneming van de burgerlijke zaken en van de handelsgedingen vindt hare natuurlijke oorzaak in den gedurigen aangroei der maatschappelijke betrekkingen die steeds gemakkelijker en talrijker worden. Maar uit de statistiek blijkt, dat, voor de strafrechtbanken van het Rijk, het aantal zaken sneller toeneemt dan de bevolking.

Voor de rechtbanken van eersten aanleg werden, in 1909, 194,573 klachten, aanklachten en processen-verbaal gebracht, zijnde 261 per 10,000 inwoners, terwijl in 1870, 1880, 1890, 1900, 1905, het aantal klachten, aanklachten en processen-verbaal respectievelijk bedroeg 72.95, 127.17, 185.81, 258.34 en 259.11 voor een gelijk getal inwoners.

Weliswaar betreffen vele klachten, aanklachten en vooral processen-verbaal, feiten die door nieuwe wetten strafbaar worden verklaard, en men kan dus uit de aangehaalde cijfers niet besluiten tot eene gelijke toeneming van de criminaliteit, doch het blijft niettemin waar, dat de taak der hoven en rechtbanken aanzienlijk verzwaard is.

Ondanks merkelijke verbeteringen, ondanks eene voortdurende vermeerdering van het getal magistraten, en de instelling van nieuwe kamers bij de hoven en rechtbanken, wordt toch het rechterlijk personeel niet in dezelfde verhouding vermeerderd. Daaruit volgt onvermijdelijk dat er bestendig achterstallige zaken zijn, dat er eene stremming van de regelmatige rechtsbedeeling is. Dat heeft twee nadeelige gevolgen :

Wat betreft de beteugeling, ontsnappen de schuldigen aan het gerecht, of, zoo zij gestraft worden, heeft de straf, als voorbeeld, niet meer de doeltreffende uitwerking die zij zou gehad hebben, ware zij onmiddellijk op de overtreding gevolgd.

Voor de burgerlijke rechtbanken worden de zaken van privaten aard uitgesteld en de belanghebbenden klagen omdat zij van de uitoefening van hun recht beroofd worden.

Uit dien hoofde wordt voortdurend gevraagd dat men nieuwe plaatsen van rechter, nieuwe kamers instelle en dat men de kantons van vredege-recht splitse. Zóó wordt door sommige leden gevraagd, dat de vredegerechten te Bergen en te Antwerpen zouden worden gesplitst en dat men een rechter benoeme bij de rechtbank te Dendermonde.

Een toenemend aantal zaken vergt ontegensprekelijk eene evenredige vermeerdering van het aantal magistraten en de Middenafdeeling kan slechts die verschillende aanvragen in de welwillende aandacht van het hoofd van het Departement aanbevelen; het is echter van belang eens na te gaan of er, bij het uitoefenen van het rechterlijk ambt, geen middel kan worden gevonden om beter gebruik te maken van den tijd, waarover de magistraten beschikken der verschillende rechtsmachten.

De Bijzondere Commissie, belast met het opsporen en het onderzoeken van de geschikte maatregelen om den gang van 't gerecht te bespoedigen en de rollen der rechtbanken te ontlasten, heeft sommige wijzigingen voorge-

steld en doen aannemen, waarvan de toepassing zeer waardeerbare gevolgen heeft opgeleverd.

Voor de Hoven van Beroep stelde men voor, minder raadsleden in de burgerlijke kamers te laten zetelen. Het vraagstuk bleef onopgelost, en men is er in 't geheel niet over eens, en wel om de volgende redenen : in de eerste plaats is de toestand onzer drie Hoven van Beroep niet dezelfde in elk gebied en werkelijk is alleen te Brussel de rol overlast.

Welnu, uit de ervaring schijnt te blijken, dat de beperking der kamers van het Hof van Brussel tot 6 raadsheeren, eerder nadeelig was voor de spoedige rechtsbedeeling. Inderdaad, een enkel lid hoeft slechts afgevaardigd te worden tot het voorzitterschap van een Hof van Assisen om bij ziekte of wettig beletsel van den vijfden raadsheer eene kamer te verplichten hare werkzaamheden te staken.

Eene nieuwe beperking is dus niet vrij van critiek; vooral met het oog op den waarborg dien de wetgever gemeend heeft te moeten geven aan de burgers, door het berechten van hunne zaken in hooger beroep toe te vertrouwen aan een grooter getal magistraten dan het getal rechters die het eerste vonnis velden.

In de praktijk, overigens, zou de maatregel eene vermeerdering ten gevolg hebben van het getal kamers van het Hof van beroep, en daar het veelal dezelfde advocaten zijn die de aan het Hof onderworpen zaken bepleiten, is het te vreezen dat het bezwaar eenen anderen vorm zal aannemen, namelijk gebrek aan pleiters, zonder nog te rekenen, dat een geregeld bepleiten van belangrijke zaken voor kamers met een nog geringer getal magistraten, dezen in de onmogelijkheid zou stellen de zaken te bestudeeren waarvan het onderzoek hun zou worden toevertrouwd.

Het blijkt dus wel, dat eene evenredige vermeerdering der leden van het Hof het eenige hulpmiddel is.

Van het stelsel van den eenigen rechter schijnt men te hebben afgezien; in zekere mate kon het echter bijdragen tot de snelle beslechting van de gansch bijzondere zaken die de rol der boetstraffelijke rechtbanken overlusten.

Het voorstel van wet tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters, in 1900-1901 ingediend, zou wellicht de rechtbanken van eersten aanleg ontlasten van een gedeelte van haren arbeid.

Zou men, in strafzaken, aan de vrederechters niet tal van wanbedrijven kunnen onderwerpen, voorzien bij de boschwetten, bij de wetten op de posterijen, op de stadswegen, op de geneeskunde, op de veerartsenijkunde en zoovele andere? Zou men, ten slotte, het bij brief gewezen vonnis niet kunnen aannemen voor de gewone overtredingen, die niet vatbaar zijn voor tegenspraak? Deze maatregel schijnt goede uitslagen op te leveren in Duitschland en, vóór enkele jaren, werd in Nederland soortgelijk voorstel bij de Kamer ingediend. Men zou nader kunnen onderzoeken welke de gevolgen daarvan zouden zijn voor België.

Doch, dienen het Wetboek van Rechtsvordering en dit van Strafvordering niet, in de eerste plaats, methodisch te worden herzien? Dient de

werking van sommige inrichtingen niet vereenvoudigd te worden en moeten sommige formaliteiten, die zonder nut het afhandelen der zaken vertragen, niet afgeschaft worden?

Zou artikel 163 van het Wetboek van Strafvordering, krachtens hetwelk *de beoordelingen van de toegepaste wet* moeten worden opgenomen in het vonnis, niet doelmatig kunnen gewijzigd worden door enkel *de vermelding van de bepalingen der toegepaste strafwet* voor te schrijven?

Ware het niet nuttig al dat schrijfwerk weg te laten, te meer daar het Hof van Cassatie, bij arrest van 20 Februari 1899, heeft beslist, dat, zoo de deurwaarder den tekst der aangehaalde wetten weglaat uit de kopie der beteekening van het vonnis bij verstek, deze weglating de nietigheid niet tot gevolg heeft.

Wat betreft de rechtbanken, dient te worden aangemerkt dat onder de zaken, door de rechters van instructie overgemaakt aan de raadkamers, tal van wanbedrijven voorkomen, die door de parketten aan de rechters van instructie werden overgemaakt krachtens artikel 4 der wet van 4 October 1867.

In 1909, werden 56,543 betichten wegens wanbedrijven, vallende onder de toepassing van het Strafwetboek of van bijzondere wetten, door de raadkamers verwezen naar de politierechtbanken: zijn er, bijgevolg, geen maatregelen te nemen of voor te stellen ten einde 't getal dier zaken, enkel aan de onderzoeksrechters onderworpen om door dezen naar een lagere rechtbank te worden verwezen, te verminderen?

Aldus, om slechts één voorbeeld aan te halen, wordt de overtreding van de bestuurlijke voorschriften op het dragen, door honden, van den muilband en de medaille, met boetstraffen bedreigd, zelfs wanneer het eene eenvoudige overtreding geldt —, want het staat vast, dat een dergelijk wanbedrijf altijd wordt verwezen naar de politierechtbank, en de vrederechter past zelden of nooit het maximum der politiestrafen toe.

Zoo ontvangt het parket duizenden processen-verbaal die eene bepaling van delict vergen, het inschrijven op het notitie-boek, een rekwisitorium tot verwijzing naar de politierechtbank, eene tusschenkomst van den onderzoeksrechter, een bevel van de raadkamer, en eene verwijzing naar den bevoegden ambtenaar van het openbaar ministerie.

Dat alles is klaarblijkelijk een werk dat de kabinetten der magistraten, en de bureelen overlast.

Eene wetsbepaling zou eene afwijking van artikel 4 der wet van 3 December 1882 kunnen veroorloven voor de overtredingen, bij deze wet bedoeld, en die niet onder de toepassing zouden vallen van de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek, door deze overtredingen slechts naar den politierechter te verwijzen.

Pro Deo.

Op 15 Mei 1909 uitte de Commissie voor de verzoekschriften, op aanvraag van het Verbond der Deurwaarders van België, den wensch, het Pro Deo te zien herinrichten. Talrijk waren de klachten over de misbruiken.

In Kamer en Senaat werden deze aangeklaagd : « Het misbruik van het Pro Deo, zegde de heer De Mot, is een onrecht tegenover hen die zich moeten verdedigen », en de heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, antwoordde : « Al deze klachten werden reeds meermaals tegen de tegenwoordige wetgeving ingebracht. Ik hoop de achtbare leden te kunnen voldoening schenken door hun te zeggen, dat ik vast besloten ben de wetten op het Pro Deo aan een nieuw onderzoek te onderwerpen. Ik zal nagaan, of door het optreden van den wetgever, of door middel van maatregelen van bestuurlijken aard, het niet mogelijk is, misbruiken te keer te gaan waartoe de kosteloze rechtsbedeeling aanleiding geeft.

Zeven jaren zijn sedert verlopen, en de misbruiken greepen steeds aan.

Het beginsel, waarvan de wet van 30 Juli 1889 uitgaat, blijft bestaan en wordt niet bestreden. De memorie van toelichting van de wet zegde terecht : « Het geldgebrek mag nooit voor een Belg een hinderpaal zijn om zijn recht te doen gelden. »

Maar men mag vergen dat de voorwaarden, vereischt voor de toelating tot de kosteloze rechtspleging, vervuld worden; dat het ingeroepen onvermogen ernstig worde onderzocht; dat de rechtbank naga of de rechtsvordering niet *klaarblijkelijk* ongegrond is.

Bij het lezen van het verslag door het Verbond der Deurwaarders van België uitgebracht, schijnt het wel dat de misbruiken schreeuwend zijn :

Het getal Pro Deo-gedingen is in de laatste tien jaar vervierdubbeld :

60 t. h. der gedingen, voor de rechtbanken van eersten aanleg bepleit, worden thans ingesteld met het voorrecht van de kosteloze rechtspleging;

60 t. h. der exploitien, door de avoués van eersten aanleg beteekend, geschieden Pro Deo.

En natuurlijk zijn de deurwaarders de eerste slachtoffers van dit misbruik van het Pro Deo; zij zijn verplicht kosteloos hunne hulp te verleen; het Verbond schat dat, in 1908, de deurwaarders ongeveer 30,000 exploitien hebben beteekend, en dat zij zich naar het domicilie van ongeveer 60,000 personen hebben moeten begeven.

Zoo men opwerpt, dat de wet het recht geeft de kosten door de verliezende tegenpartij te doen terugbetalen, dan antwoorden de belanghebbenden dat hij, die de weldaad van het Pro Deo geniet, niet steeds zijn proces wint; dat, overigens, wanneer eene minnelijke schikking getroffen wordt, bijna altijd de kosten te zijnen laste vallen, doch dat hij deze echter niet betaalt en niet kan gedwongen worden ze te betalen.

Dat, ten slotte, artikel 12 der wet luidt : « De griffiers zijn gehouden het extract uit het vonnis binnen eene maand te doen geworden aan den ontvanger der registratie » en dat niemand de deurwaarders bekend maakt met den uitslag van het geding, wanneer twee, drie, soms vier jaar zijn vervlogen sedert de inleiding van het proces.

De Staat, die alle gemak geniet om de hem toekomende rechten in te vorderen, kan slechts 3 t. h. van als verschuldigd ingeboekte gelden innen.

Het gemak waarmede deze aanvragen worden toegestaan, blijkt uit een brief aan den verslaggever gezonden en die bevestigt, dat op 10 December jongstleden eene rechtbank, in ééne zitting, op 202 aanvragen tot *Pro Deo* er 184 heeft ingewilligd.

De wet moet dus beter worden toegepast. Zoo de wetgever heeft willen toestaan, dat de erkenning zijner rechten mogelijk gemaakt worde, zelfs aan hem die niets bezit, toch heeft hij niet gewild dat de last van dien plicht van gerechtigheid door ééne klasse van burgers zou gedragen worden, en hij heeft de kosten van dezen dienst niet willen doen drukken op de *avoués* en de *deurwaarders*.

De rechter die over eene aanvraag om *Pro Deo* heeft te oordeelen, mag voorzeker toegevend zijn in de beoordeeling van de gegrondheid van het geding, en het ware moeilijk van stonden aan te zeggen dat eene rechtsvordering klaarblijkend ongegrond is.

Niet uit deze goed of slecht toegepaste voorwaarde spruit het misbruik voort.

Het ligt veeleer in het bijna volkomen gemis van inlichting over den staat van het vermogen van den eischer.

Langs dien kant dient het onderzoek te worden gericht.

Daar moet hoofdzakelijk het middel gevonden worden tegen de aangeklaagde misbruiken.

Landelijke politie.

Over de ontoereikendheid der landelijke politie en de onveiligheid in de buitengemeenten wordt algemeen, en het geheele land door, geklaagd.

Het ontwerp van herziening, dat bij de Kamer aanhangig is, handelt vooral over de instelling der veldwachters. Het zaakrijk verslag besluit tot het grondig wijzigen van het tegenwoordig stelsel.

Maar alvorens zijne toevlucht te nemen tot eene wetswijziging, die altijd moeilijk te verkrijgen is, mag men zich afvragen of het niet practischer is zich van de bestaande instellingen meer oordeelkundig aan te wenden.

Zoo wordt sedert eenigen tijd de aandacht gevestigd op de zending en den dienst die men de gendarmerie oplegt.

De artikelen 1 en 3 van het decreet van 25 Germinal jaar VI leeren ons, dat de gendarmerie « eene macht is, ingesteld om binnen de grenzen des lands de orde te handhaven en de wetten te doen uitvoeren; eene bestendige en beteugelende waakzaamheid is de kern van haren dienst; deze heeft hoofdzakelijk ten doel de veiligheid op den buiten en op de groote banen », en artikel 10 der verordening van 30 Januari 1815 zegt ons dat de gewone en dagelijksche dienst der brigades in de bevoegdheid ligt van den commissaris-generaal van justitie.

Feitelijk komt deze gansch bijzondere bestemming vrij misvormd voor.

Elk jaar wordt geklaagd over de zuiver bestuurlijke taak, aan de gendarmen opgelegd; elk jaar wordt goede nota gehouden van de opmerkingen tijdens de beraadslaging over de begrooting gemaakt, en elk jaar stelt men dezelfde

misbruiken vast. *Le Bien Public* van 17 Juli ll. deed zeer te recht opmerken : Wanneer in 1870 de mobilisatiedienst werd ingericht, had het Ministerie van Oorlog briefwisselaars noodig in al de gemeenten van het land en het achtte dat de gendarmerie dit bestuurlijk werk kon uitvoeren, vermits zij van dit Ministerie afhing. Daaruit volgt namelijk, dat onze brave « harenmutsen » de paarden, karren en rijtuigen moeten opzoeken, die ingeval van mobilmaking zouden kunnen opgeëischt worden, en waarvan zij, in verschillende exemplaren, lijsten voortdurend moeten bijhouden. Men benuttigt hunne diensten om zich te vergewissen van de aanwezigheid der manschappen met verlof, en voor al de betrekkingen van het Departement van Oorlog met de manschappen onder de wapens of hunne familiën. De gendarmerie is gelast den milicien of den soldaat met verlof, die zijn korps niet tijdig vervoegd heeft, op te eischen, zij gaat de gegrondheid der redenen na, door den milicien opgegeven om verlof te krijgen.

Zoo is men niet meer in den tekst en in den geest der artikelen 125 van het decreet van Germinal jaar XI en van het besluit van 1815, die, waar zij spreken van « alle mogelijke inlichtingen in te winnen » slechts bedoelen de inlichtingen over misdaden en wanbedrijven, en niet over zaken van militair bestuur.

De getalsterkte van de gendarmerie verhoogende, hebben de Regeering noch de Kamers ooit bedoeld, het bestuurlijk personeel van het leger te vermeerderen.

De Minister van Justitie heeft terecht de aandacht van zijn collega van Oorlog op dien ongewonen toestand gevestigd. Dat men de gendarmerie enkel met hare politiezending belaste en de veiligheid van den buiten zal er veel bij gewonnen hebben.

Personeel der Rechterlijke macht.

Door talrijke verzoekschriften vestigden de griffiers der vrederechten van de 4^e klasse de aandacht van de Kamer op hunnen toestand.

De wet van 25 November 1889, die hunne bijwinsten afschafte, heeft hunne inkomsten merkkelijk verminderd.

Terwijl het lot der ambtenaren van alle departementen werd verbeterd, naarmate meer diensten van hen werden gevergd, verslechterde eerder de toestand der griffiers van de 4^e klasse.

Hunne taak verzwaarde door het werk, dat de in de laatste jaren ingevoerde wetten hun oplegden, zoodat hunne zeer geringe jaarwedde niet meer in verhouding is tot hunne talrijke ambtsverrichtingen.

Toen de wetgever, in 1889, hun eene aanvankelijke jaarwedde van 2,200 frank toekende, kon men rekening houden met het feit, dat de griffier, althans in de landelijke kantons, tijd genoeg had om zich buiten zijne griffie met andere zaken bezig te houden en zich aldus ook andere middelen aan te schaffen.

Zoo gaat het echter nu niet meer; in de meeste kantons werd de taak zoo zwaar, dat het tijdroovend werk geene gelegenheid meer overlaat om zich op nuttige wijze met iets anders bezig te houden.

Sedert tal van jaren houdt de Kamer zich met deze kwestie onledig, en hoogst invloedrijke leden van alle partijen namen de verdediging op van de griffiers der 4^e klasse, wijl het blijkt dat voor deze ambtenaren er wel iets te verbeteren valt.

Er zijn kantons van de 4^e klasse die bijna 30,000 inwoners tellen; eene gelijke jaarwedde voor al de griffiers van de kantons van minder dan 30,000 inwoners kan niet gerechtvaardigd worden.

Tusschen de behoeften van den stedeling en die van den dorpling is schier geen ander verschil dan de huurprijs van zijn huis. De prijs van het stoffelijk leven is schier overal gelijk. Wat het stadsleven duurder kost wordt ruimschoots vergoed door het gemak dat de stedeling geniet voor de opvoeding en het onderwijs zijner kinderen.

De belanghebbenden doen aanmerken, dat vooral in de kantons der 4^e klasse, waarvan het bevolkingscijfer dat der 3^e klasse nabijkomt, hunne jaarwedde niet meer in verhouding staat tot de hun opgelegde taak noch tot de kosten van levensonderhoud.

Bij al de goede redenen die de verdedigers van de griffiers deden gelden, dient nog enkel deze aangehaald, dat hunne taak gedurig wordt verzwaard, en dit vooral door het zoo belangrijke en ingewikkelde werk dat de wet op de arbeidsongevallen hun oplegt.

De Middenafdeeling verwijst dus naar al de verklaringen die tijdens de beraadslaging over de begrotingen van Justitie ten gunste der griffiers werden afgelegd met het oog op de wijziging, in hun voordeel, der wet van 1889.

Dient de 4^e klasse doodeenvoudig te worden afgeschaft, zooals de belanghebbenden vragen? Het ware moeilijk daarover uitspraak te doen; beschouwingen van rangorde kunnen worden in het midden gebracht: men kan tegenwerpen dat het werk niet voor allen hetzelfde is, dat het practischer ware meer speling te laten in de bepaling der jaarwedde; het hoort overigens niet tot de bevoegdheid van de Middenafdeeling eene zoo grondige wijziging voor te stellen, waarvan zij, bij gemis van beoordeelingsgronden, al de gevolgen niet kan berekenen; toch blijft het niettemin een stellig feit, dat het verzoek der griffiers volkomen billijk is, en dat er redenen bestaan om sterk aan te dringen op eene merkelijke verbetering van hun toestand.

Klerken bij de parketten.

De middenafdeeling voor de begroting van 1908 werd verzocht haar advies te geven over het ministerieel besluit van 30 September 1903, waarbij de jaarwedden der klerken van de parketten werden vastgesteld.

Tijdens de beraadslaging over het wetsvoorstel van de heeren De Jaer en Harmignie (Juli 1903), achtte de Minister van Justitie dit ontwerp niet voordelig genoeg voor de belanghebbenden, en de Kamer kon niet anders dan zijne welwillende inzichten beamen.

Ik bied hun, zegde de heer Van den Heuvel, een kostbaarder geschenk aan.

Het besluit van September 1903 beantwoordde niet aan de goede inzichten van den Minister.

Inderdaad, de gunsten van den Minister kwamen enkel aan de hoofdklerken ten goede, en lieten de gewone klerken onverlet, doch de graad van hoofdklerk kan enkel worden toegekend in parketten met ten minste vier klerken.

Het voordeel kwam enkel ten goede aan de hoofdklerken, de eenvoudige klerken vonden er geene baat bij. Immers, de rang van hoofdklerk wordt enkel verleend bij de parketten waar er ten minste vier klerken zijn. Zooals wij reeds zegden, het voordeel was dus slechts voor enkelen, bij de voornaamste parketten.

Op 12 klerken bij het parket te Brussel, werden er 3 benoemd tot hoofdklerk; te Antwerpen op 8 klerken, 2; te Luik op 6, 1; te Gent op 6, 1; te Brugge op 4, 1; te Charleroi op 8, 2; te Kortrijk op 4, 1; te Bergen op 5, 1; te samen dus 12 klerken wier toestand door gemeld besluit werd verbeterd.

De middenafdeeling kan dus enkel sterk aandringen bij den Minister opdat hij de welwillende inzichten van zijnen voorganger beame, en de bepalingen wijzige van het huidige stelsel.

Het besluit van 22 Januari 1892 stelt de jaarwedde der klerken vast op 1,200 frank, met een maximum van 2,800 frank. Doch dit maximum kon met een vijfde worden verhoogd na 25 jaar dienst en op 50jarigen leeftijd.

Met dit stelsel, kon een klerk, die op 23jarigen leeftijd werd benoemd, eene wedde genieten van 3,560 frank wanneer hij 50 jaar oud was.

Het ministerieel besluit van 30 September 1903 luidt aldus :

« EERSTE ARTIKEL.

« Bij de parketten van het Hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg zijn er, behalve de secretarissen, één of meer beambten, den titel voerende van hoofdcommies of commies.

» Bij ieder parket mag het getal hoofdcommiezen niet meer bedragen dan het derde van 't getal der commiezen.

» ART. 2.

» De jaarwedden worden bepaald als volgt :

» *Hof van cassatie en Hoven van beroep :*

» Secretarissen	fr. 4,500
» Hoofdcommiezen	» 2,500
» Commiezen	» 1,600

Rechtbanken van eersten aanleg :

» Rechtbanken van 1 ^e klasse : secretarissen . . .	fr. 4,000
— 2 ^e — — . . .	3,600
— 3 ^e — — . . .	3,200
» Hoofdcommiezen	2,000
» Commiezen	1,200

» ART. 3.

» Er kan eene verhooving van jaarwedde worden toegestaan : van 500 frank, aan de secretarissen der parketten van het Hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elke tijdvak van vijf jaar uitoefening van hun ambt in een of meer zetels dier rechtsmachten ;

» Van 200 frank, aan de *hoofdecommiezen* en *commiezen* bij de parketten van het Hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elk tijdvak van drie jaar werkelijke ambtsbediening in één of meer zetels dier rechtsmachten.

» Er wordt geene rekening gehouden men den tijd gedurende welken de belanghebbende zijne jaarwedde niet genoot, noch met de diensten, bewezen vóór den ouderdom van 21 jaar door de secretarissen, en vóór dien van 18 jaar door de hoofdecommiezen en commiezen. »

Met dit stelsel geniet de klerk, die den leeftijd van 50 jaar bereikt, eene jaarwedde van 5,000 frank; weliswaar, door het afschaffen van dit maximum kan hij tot eene verhooving van wedde komen die meer bedraagt dan een vijfde van zijne maximumwedde, doch dit zal op veel lateren leeftijd geschieden, namelijk wanneer hij 64 jaar oud zal zijn, en dan zullen er nog weinig zijn die er van zullen genieten.

Men zou deze leemten kunnen aanvullen door de bepaling, dat de driejaarlijksche verhoovingen van 200 tot op 500 frank zouden worden gebracht gedurende de eerste twaalf dienstjaren, om daarna weder op 200 te vallen.

Bedienden der griffiën.

Het ministerieel besluit van 15 September 1907 schijnt niet te hebben beantwoord aan de welwillende inzichten van het Ministerie van Justitie. De bedienden der griffiën doen aanmerken, dat het enkel de jongstbenoemden begunstigt, die, in stede van met 1000 frank, met 1,200 frank beginnen; doch zij vragen zich af waarom, ten aanzien der verhoovingen, het ministerieel besluit hen niet op denzelfden voet behandelt als de bedienden der parketten. Deze laatsten genieten eene verhooving van 200 frank om de drie jaar, terwijl de bedienden der griffiën slechts om de twee jaar eene verhooving van honderd frank ontvangen. De afdeeling vestigt de welwillende aandacht van den minister op dezen toestand. Zij is van meening dat niets het verschil van jaarwedde wettigt tusschen deze beide klassen van beambten.

De Middenafdeeling voor de begrooting van 1910 drukte reeds den wensch uit, voldoening te zien schenken aan de griffiers en toegevoegde griffiers der rechtbanken van eersten aanleg, die wijziging vroegen in de bepalingen betreffende hun pensioen. Zij drong er tevens op aan, dat het lot der commiezen-griffier bij de vredegerechten van de eerste en van de tweede klasse ernstig zou worden verbeterd.

De Middenafdeeling voor 1911 herhaalt deze verklaringen en deze wenschen en sluit er zich bij aan. Alle beweegredenen werden voorgebracht. Het wordt tijd, dat tot eene gunstige oplossing worde besloten.

Wanneer men de aandacht der Kamer vestigt op de indeeling der vrederechten, komt men er toe zich af te vragen of het bevolkingscijfer wel de ware grondslag is voor de vaststelling van de belangrijkheid der verschillende kantons.

Als voorbeeld haalt men aan het tweede kanton te Brussel, dat van de 2^e klasse is, terwijl verscheidene andere, minder belangrijk, tot de eerste klasse behooren.

Van al de kantonrechters is het de rechter van het tweede kanton Brussel, die het meeste verzegelingen doet; te Brussel worden het meest zaken behandeld, alhoewel de bevolking afneemt tengevolge van de noodige onteigeningen die het grondgebied der stad ondergaat.

Er zijn daar tal van omstandigheden, die men kan ontleiden in de verschillende vrederechten van het Rijk, en die de gedeeltelijke herziening der wet van 25 November 1889 wettigen. Naast het bevolkingscijfer, dient in overweging te worden genomen de belangrijkheid van het kanton ten aanzien van handel en nijverheid. Hierdoor bekomen zekere kantons meer belangrijkheid, en worden hunne rechters meer overlast van werk dan door het bevolkingscijfer, dat ze steeds in eenen ondergeschikten toestand houdt.

Rechterlijke politie.

Met het zoo gewichtig vraagstuk van de herhaling van misdrijf, staan in nauw verband de kwestieën der erkenning en identiteit der betichten.

Sedert 1904 hielden de Middenafdeelingen zich onledig met de inrichting van eenen anthropometrischen dienst.

In 1907 werd een dienst van anthropologische opname voorloopig ingericht in de gevangenis der Miniemen. Het besluit van 13 November 1910 heeft ten doel hem voor goed in te stellen. Het richt in de gevangenis te Vorst een laboratorium in, waar worden samengebracht en gerangschikt de uitslagen van de anthropologische opnamen, met het oog op het strafstelsel, bij de in dit gesticht opgeslotene misdadigers gedaan.

Volgens ons, moet men een stap verder gaan en een volledigen dienst inrichten, onder een enkel bestuur. Het nut van, en de behoefte aan deze instelling werden vaak genoeg bewezen om er nog verder op aan te dringen.

Hetschijnt wel, dat de inrichting van dezen centralen dienst tegengehouden werd in België, door de betwistingen onder de voorstanders der verschillende stelsels van kaarten die tot hiertoe in gebruik waren.

Er dient niet geweten of de voorkeur moet worden gegeven aan het stelsel van meting uitgevonden door den heer Alexander Bertillon, of aan het vingerafdrukkenstelsel. De voorstanders der identiteitsverklaring splitsten zich in twee kampen: de eenen gaven de voorkeur aan het stelsel Bertillon, de anderen vonden, integendeel, het stelsel der vingerafdrukken onfaalbaar.

Daar ligt echter niet de knoop, meenen wij. Niets anders is noodig dan het gerecht het middel aan de hand te doen zich te vergewissen van de identiteit van den betichte die voor de rechtbank verschijnt.

En in dit opzicht is het klaarblijkend dat de identiteitsdienst beide stelsels moet aanwenden.

De zeer geleerde en met documenten gestaafde beschouwingen, die de verdedigers van beide stelsels aanvoerden, laten daaromtrent geen twijfel meer over.

Het te bereiken doel is : 1^o den aangewezen en vervolgd misdadiger te kunnen aanhouden; in staat te zijn hem te herkennen, en zijne identiteit vast te stellen wanneer hij aangehouden is.

Doch het is even onmogelijk aan een persoon op den openbaren weg te gaan vragen zijn vingerafdruk te geven, als het moeilijk is hem den schedel te meten, wanneer niets hem doet onderscheiden onder de talrijke voorbijgangers van onze drukke straten.

Het beschreven portret alleen kan eene eerste tamelijk juiste aanduiding geven tot het aanhouden, zonder te moeten vrezen, van een aangewezen persoon.

Doch, is hij eenmaal aangehouden, dan moet de meting, de beschrijving van de bijzondere teekens, het vingerafdrukken te hulpe komen aan de aanduidingen der fotografie of der persoonbeschrijving, en den laatsten twijfel wegnemen omtrent de identiteit van den persoon dien men voor zich heeft.

België bezit nog geen officieelen dienst voor identiteitsverklaring. Wij hangen nog steeds af van de naburige landen bij de herkenning en vaststelling der identiteit van onze misdadigers en beschuldigen. Men kan niet genoeg aandringen opdat zulke dienst officieel en voorgoed worde ingericht.

Eerediensten.

In zekere afdeeling werd door leden gevraagd waartoe het krediet van 50,000 frank in artikel 56 diende.

Daaromtrent geeft de Minister van Justitie de volgende inlichtingen :

Op dit krediet worden hulpelden verleend aan oude, gebrekkelijke en behoeftige priesters, en ook soms aan bedienaars van de eerediensten die nog hun ambt waarnemen, doch ten gevolge van ziekte in nood verkeerden.

Hulpgeld op dit krediet kan alleen worden verleend aan priesters die een door den Staat bezoldigd ambt waarnemen of hebben waargenomen, of die in hunne geestelijke betrekking diensten hebben bewezen welke den eeredienst ten goede kwamen.

Elke vraag om hulpgeld wordt door het Bestuur onderzocht. De belanghebbende is gehouden de middelen op te geven waarover hij jaarlijks beschikt. Het gemeentebestuur en de bisschop geven advies over de vraag, ende gouverneur der provincie doet verslag aan den Minister van Justitie, en duidt de som aan die hij voorstelt toe te kennen. Deze som gaat van 10 frank af tot 600 frank 's jaars toe. Een enkel oud onderpastoor, die in eenen uiterst benarden toestand verkeert, ontvangt 700 frank.

Negen en zestig priesters, waaronder één van den Israëlietischen eeredienst, ontvangen hulpelden op het krediet van 50,000 frank ; het gemiddeld cijfer per priester is nagenoeg 435 frank.

*Weldadigheid.***Bedelaars en landloopers. — Wet van 1891.**

Het steeds aangroeiend getal landloopers, in de weldadigheidskolonien opgesloten, vestigt de aandacht van den wetgever op de uitslagen der wet van 1891. Alleen te Merxplas zijn er meer dan 6,000 recidivisten van de landlooperij, of om de bewoordingen te bezigen van de wet zelf, nagenoeg 6,000 personen die vrijwillig bedelaar of landlooper zijn.

De Middenafdeeling voor de Begroeting van Justitie heeft herhaaldelijk de ernstige bezwaren doen uitschijnen die kunnen voortvloeien uit eene onbedachte toepassing der wet van 1891. Het buitensporig recht van den vrederechter, iemand voor een termijn van twee tot zeven jaren van zijne vrijheid te berooven, kan enkel door eene ware maatschappelijke behoefte worden gebillijkt : de noodzakelijkheid, zekere boosdoeners buiten staat te stellen zich zelf of anderen te schaden.

In zijn zoo belangrijk boek « *La défense sociale et les transformations du droit pénal* », wijst de uitstekende Inspecteur-generaal der gevangenen, er op, dat onder ons huidig strafwetboek, in 1907, de misdadigers van beroep gemiddeld slechts gedurende 143 dagen van hunne vrijheid werden beroofd! De rechtbanken schijnen hoe langer hoe meer overtuigd van het ondoelmatige van de beteugeling zooals deze thans is ingericht, en anderdeels moet men zich afvragen of de overdreven verlaging van de straffen niet een der oorzaken is van de herhalingen van misdrijf.

De heer Prins, die zich den tolk maakt van de vakmannen op strafgebied, vraagt eene volledige hervorming van ons straffenstelsel en, als grondslag, bijzondere maatregelen tegen aan zekere kwalen lijdende misdadigers.

Le Bien Public van 2 Februari 1910 merkt terecht aan : « de minst verantwoordelijke misdadiger kan de gevaarlijkste zijn. Dikwijls is hij wars van alle verbeterende straf. Deze is overigens eene nuttelooze strengheid tegen hen die achterstaan in intellectueel en moreel opzicht : zenuwlijders, lijders aan vallende ziekte, ontaarden, alcohollijders, onvolledigen, onnoozelen, idioten, enz., enz. »

Tegen dezen geldt enkel de opvatting van hun gevaarlijken staat en van de maatschappelijke verdediging.

Deze gedachte heeft ingang gevonden in Noorwegen. De wet neemt aan, dat zekere recidivisten worden onderworpen aan bijzondere veiligheidsmaatregelen; dezelfde wet erkent, dat de aan zekere kwalen lijdende misdadigers gevaarlijk kunnen worden verklaard. Alsdan kunnen deze personen worden geplaatst in een gesticht of bijzonder huis van bewaring of in een werkhuis, zoolang men het noodig acht.

Feitelijk verwezenlijkt de wet van 1891 in België deze opvatting, want Merxplas kan worden aangezien als een soort toevlucht-gevangenis.

Eene hoofdzakelijke schifting verdeelt de opgeslotenen in redematig bepaalde klassen, die nog kunnen en zouden moeten onderverdeeld worden. Men heeft er reeds afdeelingen voor jongelingen beneden de 21 jaar, voor

grijsaards onbekwaam tot arbeid, voor zieken, voor tuchtelloozen, voor lieden die op kosten van de vrouwelijke ontucht leven en brandstichters. Voor hen die wars zijn van alle tucht bestaan cellen waarin de bestuurder ze kan opsluiten zoolang zij in de kolonie moeten vertoeven.

Doch alwie naar Merxplas gezonden wordt, is daarom geen schuldige — het gebeurt nog dat ongelukkigen, wier eenige misdaad is werkloos te zijn geweest, het getal dier beklagenswaardige bevolking komen vergrooten.

Bij gemis van inlichtingen, gedwongen door de bij de wet en de Grondwet bepaalde termijnen, is de rechter verplicht uitspraak te doen zonder de noodige inlichtingen te bezitten, of, zoo hij ze krijgt, zonder den tijd te hebben te onderzoeken of deze juist zijn.

Daar hij te kiezen heeft tusschen de veroordeeling van eenen onschuldige of de vrijpraak van eenen gevaarlijken misdadiger, veroordeelt hij meestal met de gedachte dat, bij voorkomend geval, het recht van vrijlating zijn vonnis eerlang zal verbeteren.

Dit zou niet mogen zijn. Men hoeft niet te vergeten, dat de aldus veroordeelde persoon, zelfs zoo hij vrijgelaten wordt, verminderd is — hij heeft een rechterlijk verleden.

Om dit bezwaar te keer te gaan, zou de landlooper, bij bestuurlijken maatregel, ter beschikking van de Regeering moeten worden gesteld. Deze *bijzondere rechter* zou dienen uitspraak te doen, en desnoods de straf en de klasseering bepalen.

Van 1892 af, werd in al de congressen deze wijziging in de wet voorgesteld en verdedigd door alwie zich bezighield met de bescherming van bedelaars en landloopers. Men kan enkel wenschen dat dit spoedig verwezenlijkt worde.

Kinderbescherming.

Op 31 December 1909 waren er in de weldadigheidsscholen van den Staat 2,297 kinderen, waaronder 1,699 jongens en 598 meisjes.

In zijn omzendbrief van 18 November jongstleden, bepaalt de Minister van Justitie de zending van de weldadigheidsscholen met het oog op het onderwijs, aan de kinderen verstrekt, en tevens op de verbetering welke zij tot hoofddoel hebben voor te bereiden of te verkrijgen.

Het beroepsonderwijs, in de weldadigheidsscholen gegeven, zegt de omzendbrief, moet hoofdzakelijk strekken tot de verbetering der leerlingen en hunne heropneming in de maatschappij en, enkel in de tweede plaats, tot hunne vakkundige vorming.

De noodzakelijkheid van dit onderwijs bestaat slechts als middel tot zedelijke verbetering der leerlingen; het mag dus niet tot gevolg hebben, den duur der opsluiting te verlengen; wel integendeel, het hoofddoel is, de verkorting van het verblijf van den leerling in het gesticht, mogelijk te maken.

Terugkomende aldus tot de ware grondbeginselen der wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 13 Februari 1897, zoo zal de

achtbare Minister steun vinden bij al wie belang stelt in de bescherming en zedelijke opbeuring der kinderen.

Men kan het niet genoeg herhalen, het hoofddoel van de ter beschikkingstelling van de Regeering is verbetering. Alles moet bij het onderricht strekken naar dit doel : de zedelijke vorming; daarin bestaat de zeer kiesche zending van de onderwijzers der weldadigheidsscholen, die onder de besten en de ondervindingrijksten dienen gekozen te worden. Het onderricht of de beroepsopleiding mag slechts een middel zijn. Het inzicht een volkmaakt werkman te vormen, moet wijken voor den strengen plicht te verbeteren, zoo verbetering mogelijk is. De vrijlating moet de regel zijn, wanneer de omstandigheden het schijnen te vergen.

Bij de bestuurders van de weldadigheidsscholen bemerkt men echter de strekking, de kinderen in het gesticht te houden, soms lang na den tijd, voor hunne zedelijke opbeuring vereischt, en dit om redenen die gansch vreemd zijn aan het beoogde doel. Zij hebben ongelijk. Terecht drukt de omzendbrief op dit punt. Op het internationaal congres van strafrecht te Brussel, in 1900, zegde de heer Barthelemy, na vastgesteld te hebben, dat het allergrootste bezwaar gelegen was in het gevaar voor besmetting door de ondeugd, en na herinnerd te hebben dat het samen leven dier kinderen schadelijk is in zedelijk en lichamelijk opzicht : de opsluiting is trouwens een zeer middelmatig opvoedingsstelsel. Door het kind de dagelijksche moeilijkheden van het stoffelijk bestaan te verbergen, maakt men het gewoon de hulp van anderen niet te kunnen ontberen; men verdooft allen geest van initiatief, alle gevoel van vooruitzicht; men vervangt de werkkraft en de wilskraft door de nuttelooze gewoonte van onderworpenheid die den wil verlamt.

Le Recueil de statistique geeft enkel de bevolking der weldadigheidsscholen op; het ware van meer belang eene tabel op te maken opgevende *sedert hoelang* de opgesloten kinderen in eene school verblijven. Aldus zou men de klachten kunnen nagaan en de verkregen uitslagen volgen.

De vraagstukken der kinderbescherming zijn uit hunnen aard van hoog maatschappelijk gewicht. Men mag met den heer Ed. Juhier zeggen, dat elke misdadige volwassene vroeger een kwaaddoend kind was, en dat men enkel de kwaaddoende jeugd zou moeten genezen om de misdaad bij de volwassenen te voorkomen. De maatschappij moet dus trachten de misdadige jeugd op te beuren.

Reeds in 1889, legde minister Lejeune het wetsontwerp over op de kinderbescherming, dat in 1904 door den heer Denis werd hervat. Het verslag van den heer Colaert, op 21 Augustus overgelegd, wacht enkel op behandeling.

Ten gevolge van een onderzoek naar de uitslagen der wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Januari 1897 op de misdadige kinderen, heeft de Koninklijke Commissie besloten, onmiddellijk het nut te onderzoeken van het oprichten van bijzondere rechtbanken voor kinderen.

Verscheidene ontwerpen werden opgemaakt. Verscheidene landen gaven ons het voorbeeld; onder meer, de Vereenigde Staten, waar de heer Juhier

de inrichting voor kinderen-rechtbanken onderzocht : (*Les tribunaux pour enfants aux États-Unis*, musée social. Parijs, 1906). De hoofdtrekken zijn de volstrekt bepaalde taak van deze rechtbank, met afschaffing van de gevangenisstraf, die vervangen wordt door bewaakte vrijheid ; Engeland, met zijne Juvenile Court ; Duitschland met zijne vaderlijke rechtspleging en bijzonder de toewijding zijner beschermings comiteiten (Jugendgerichtshilfe). Frankrijk, Hongarije, Rusland, Australië wijzen ons den te volgen weg.

Zij leveren ons een uitgestrekt proefveld, en bescheiden die ons de hoop geven, een volmaakt werk tot stand te brengen.

De Begrooting in haar geheel werd door al de aanwezige leden goedgekeurd.

De Verslaggever,

ALFONS VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

NERINCX.

